Document généré le 19 juil. 2025 11:24

Bulletin d'histoire politique

Maurice Pinard, Robert Bernier, Vincent Lemieux, Un combat inachevé, Presses de l'Université du Québec, 1997, 368 pages

Jean-Herman Guay

Volume 6, numéro 3, printemps 1998

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063679ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063679ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Guay, J.-H. (1998). Compte rendu de [Maurice Pinard, Robert Bernier, Vincent Lemieux, Un combat inachevé, Presses de l'Université du Québec, 1997, 368 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, *6*(3), 157–162. https://doi.org/10.7202/1063679ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

cette période plutôt conservatrice (après 1840) de notre histoire, les préceptes libéraux ont continué à circuler et à s'imposer dans notre quotidien: comme quoi le libéralisme peut survivre sans liberté!

Un livre qui contient juste ce qu'il faut de sérieux pour que porte son enseignement. Robert Lahaise ne se barde pas des plus grands principes historiques, mais livre tout de même un ouvrage des plus intéressant d'abord en ce qui concerne, comme nous l'avons mentionné, l'originalité des sources utilisées, mais aussi dans le format adopté qui laisse beaucoup plus de liberté à l'auteur: les divers commentaires de l'auteur retrouvés tout au long de l'ouvrage en font foi. S'il voulait démontrer que nos «versificateurs» ont été grandement inspirés par les luttes politiques, les défaites et les victoires et que, parallèlement à cela, la littérature s'est développée normalement considérant les différentes embûches qu'elle a rencontrées...le but est atteint. Je n'ai envers ce livre qu'une seule réserve, qui en fait ne peut en être une. Il semble que l'éparpillement soit le défaut de la qualité de l'essai, en tant que format littéraire: on sent le passage d'un sujet ou d'un thème à un autre sans faire le tour de la question, mais l'essai n'a pas la prétention d'épuiser le sujet qu'il traite n'est-ce pas?! Enfin, il aurait été intéressant que l'auteur nous définisse *sa* notion de libéralisme car l'historiographie a mainte fois démontré que rien n'est arrêté sur la définition de cette idéologie au XIXe siècle québécois à tout le moins; les querelles historiennes sont là pour en témoigner.

Éric Chalifoux
Département d'Histoire, UQAM

Maurice Pinard, Robert Bernier, Vincent Lemieux, *Un combat inachevé*, Presses de l'Université du Québec, 1997, 368 pages.

L'ouvrage de Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux intitulé *Un combat inachevé* en décevra plusieurs. Il faut dire que les attentes à l'endroit d'un tel trio étaient élevées. On ouvre le livre en escomptant y trouver une analyse synthèse et globale de l'opinion publique québécoise; on ne trouve qu'une suite inégale d'analyses ponctuelles. C'est du moins ce qui se dégage d'une première lecture des 350 pages. Étant du même champ de recherche et ayant osé écrire plus d'une fois livres et articles sur les sujets en cause j'ai, par nécessité, effectué une seconde lecture qui fut, faut-il l'avouer, plus enrichissante et plus motivante. Il faut dire qu'une curiosité toute personnelle se combinait à l'objectivité académique. En fait, quelques-uns

des textes de cet ouvrage proviennent d'études initialement commandées par le Conseil pour l'unité canadienne. De toute évidence, les auteurs ont eu accès à des données utilisées par le camp fédéraliste. Peut-être ont-ils été au cœur de la réflexion stratégique des fédéralistes. Or, puisqu'avec Pierre-Alain Cotnoir, Pierre Drouilly et Pierre Noreau j'ai travaillé pour le camp souverainiste, à titre d'analyste, de 1992 à 1995, j'étais donc soucieux de savoir, comment de l'autre côté on analysait l'opinion publique.

Le livre est divisé en trois parties. Une première maladroitement baptisée «Les antécédents du courant souverainiste», couvre la longue période qui s'écoule de 1960 à 1994; la deuxième assume la difficile période qui s'écoule du printemps de 1994, à la veille de l'élection provinciale, jusqu'au référendum. La troisième partie constitue une analyse du référendum de 1995. En fait, dans tous les cas, on ne traite que de l'opinion publique. Ceux qui anticipent y trouver une analyse des programmes, des discours, du traitement médiatique ou du déroulement des campagnes en cause ne seront point rassasiés d'informations. Le titre de l'ouvrage est donc un peu trompeur.

Les trois auteurs ont bien inégalement participé à la recherche. La contribution solo de Vincent Lemieux est de quelques pages. Un seul chapitre, le tout premier, dans lequel on y retrouve, bien évidemment, la grille habituelle du politicologue de l'Université Laval. Le chapitre a été écrit dans l'objectif de clarifier les enjeux, de découper le temps, et de scruter le système d'alliances. On y apprend certes peu au plan factuel, mais il s'en dégage néanmoins une architecture solide assise sur une utilisation de termes — souveraineté partielle et souveraineté totale — qui ne sont pas usuels dans l'analyse mais qu'on aurait intérêt à insérer au glossaire de l'analyse politique. Il est dommage que les deux autres auteurs n'aient pas repris les concepts développés par Vincent Lemieux.

Les chapitres de Robert Bernier, lequel dit-on en avant-propos, a joué le rôle d'instigateur du projet, sont passablement décevants. Il assume, pratiquement seul d'ailleurs, la seconde partie. En fait, l'auteur nous livre deux résultats d'enquêtes qualitatives. Il s'agit de groupes de discussion et d'entrevues en profondeur. Des extraits viennent illustrer les motivations ou les craintes des participants. En annexe on trouve le guide de discussion et les questionnaires d'entrevues. Tout cela est très près, trop près du simple rapport d'enquête. L'analyse qualitative permet de dégager beaucoup plus. On aurait pu, par exemple, y faire une analyse du langage non verbal, ou même un peu de sociométrie permettant d'évaluer l'interaction; on aurait pu utiliser les outils développés par la psychologie sociale pour répondre à des questions

cruciales: Qui parle? Qui se réfugie dans la «spirale du silence»? Quand donc un sujet éveille-t-il l'attention? Voilà du matériel que permet l'analyse qualitative mais qu'on n'a pas pris soin de traiter ici. Mais il y a plus. L'auteur demeure trop descriptif; l'analyse est déficiente, quasi anémique. Et surtout elle n'est en rien liée à la logique développée par les deux autres auteurs du même ouvrage. Par exemple, il aurait été particulièrement riche de faire un parallèle entre l'analyse des déterminants psychosociaux faite par Pinard, dans le dernier chapitre, sur la base de sondages, et ce qui se dégage des entrevues en profondeur menées par l'équipe du Bureau des interviewers professionnels (BIP). Parfois, on a l'impression de lire le rapport remis au client, quelques jours après l'administration du terrain. Dommage! On ne trouve que des esquisses de rapprochements.

Reste Maurice Pinard. Sa contribution est importante: six des dix chapitres du volume. L'analyse est bien construite mais le lecteur qui suit attentivement la littérature sur le sujet n'y verra que très peu de nouveautés. Bien souvent, cependant, Maurice Pinard se trouve à confirmer ce que d'autres ont déjà avancé.

1. Ainsi en est-il quand il écrit «lorsque l'indépendance signifie l'absence de liens politiques et économiques avec le reste du Canada, le soutien diminue de 6% à 7%»; ou qu'il souligne «la souveraineté-association a toujours recueilli des appuis plus considérables que la séparation ou l'indépendance». (pages 40 et 41). Cette idée a largement été démontrée, dès 1991, par Édouard Cloutier dans *Le Virage* (Cloutier, Guay, Latouche, Québec/Amérique, 1991).

2. Quant aux facteurs psychologiques, Maurice Pinard confirme ce qui a déjà été avancé et démontré par d'autres. Il écrit «(...) les mouvements sociaux émergent souvent après qu'il y a eu un accroissement de la confiance en soi (...)». (page 64, puis 84 et 85). Pierre-Alain Cotnoir, dans son *Analyse du profil psychologique des répondants francophones en regard de la question constitutionnelle*, a déjà produit une analyse beaucoup plus fine de l'influence des facteurs psychologiques: «Les données convergent à l'effet que les répondants les plus fragiles socialement, les moins politisés, les moins intéressés par l'actualité, les plus confus dans leurs perceptions politiques, ressentent avec plus d'intensité la solitude sociale et concurremment ont développé une plus faible estime d'eux-mêmes que les autres répondants. Par plusieurs de leurs caractéristiques, ces répondants correspondent également à la description des électeurs centristes». (voir: http://www.coopcrl.qc.ca/crl/politique/profil.html)

3. Des analyses de Drouilly, Cotnoir, Guay et Noreau ont aussi déjà démontré que l'attachement des Québécois au Canada est peu émotif et lié à des objectifs relevant de la rationalité économique. (Consulter en particulier le texte de Pierre-Alain Cotnoir: *L'Échelle de différenciation Québécois/Canadiens*,http://www.coopcrl.qc.ca/crl/politique/echelle.html) Ainsi pour désigner le Québec, les Québécois utilisent les termes «peuple» ou «nation»; lorsqu'on leur demande à quels termes ils associent le Canada, ce sont les mots «pays» ou «État» qu'ils emploient. Quand le professeur de l'Université McGill développe la même idée on n'apprend que fort peu. (p.88)

4. À l'égard du référendum de 1992, Pinard reprend également ce que tous les observateurs ont avancé lorsqu'il écrit: «(...) le Canada anglais et le Québec rejetèrent cet accord pour des raisons complètement opposées»; (...) Chez les Québécois, un vaste consensus s'était établi, selon lequel l'accord «ne donnait pas suffisamment au Québec»; (...) Au Canada anglais, à l'opposé, la plupart des électeurs estimaient que l'accord accordait «trop au Québec». (page 97)

5. Quant au référendum de 1995, il est plaisant de voir que Pinard rejoint notre analyse — qu'on nous a pourtant si souvent été reprochée: «il est vraisemblable de croire que le camp souverainiste se dirigeait alors vers une défaite» (page 263). Le professeur de l'Université McGill rejoint également nos analyses lorsqu'il attribue à «l'effet Bouchard» une portion des gains des dernières semaines de la campagne référendaire (pages 272 et 290).

6. Enfin, quand on lit que des électeurs «non-constants», les trois quarts (23 sur 30, page 10), se joignent au camp fédéraliste et que le quart seulement rallie le camp souverainiste, il n'y a pas d'étonnement. En août 1995, Pierre Drouilly a le mérite d'avoir étayé et publicisé cette pondération dite réaliste des électeurs discrets (que la plupart des maisons de sondages ont décidé de reprendre ou de modifier légèrement). Il faut relire son texte *Le problème des répondants discrets dans les sondages et l'anticipation du vote final* (repris dans son livre récemment paru *Indépendance et démocratie*, Montréal, Harmattan, 1997) dans lequel il procédait à une analyse exhaustive des sondages publics effectués pendant les dix consultations électorales tenues au Québec entre 1970 et 1994, pour en conclure que les auteurs du *Combat inachevé* ne livrent pas une réflexion originale.

7. Enfin quand Maurice Pinard décide de mettre de côté les sondages menés par Léger et Léger, il rejoint des critiques méthodologiques que nous avons eu l'occasion, à maintes reprises, d'exposer.

Dans d'autres cas il ne parvient pas à contrer des conclusions déjà avancées. Ainsi Blais et Crête ont déjà soutenu que l'adoption de la loi 178 n'a pas provoqué une polarisation de l'opinion publique au Canada anglais, laquelle aurait entraîné le rejet de l'Accord du lac Meech. Pinard défend la thèse inverse mais avec des preuves qui ne parviennent pas à invalider la démonstration de Blais et Crête.

Enfin, à quelques reprises, Maurice Pinard livre de drôles de combats. À la page 294, il nous cite en soulignant que nous avions prétendu que la campagne publicitaire du OUI avait eu pour effet de réduire l'écart entre les hommes et les femmes. Notre analyse expérimentale auprès d'un échantillon réduit (publiée en 1996 et reprise lors d'un colloque sur la mouvance électorale en octobre 1996) avait pour premier objectif de démontrer que lorsqu'un message du OUI mettait en évidence, dans un premier temps, le combat des femmes, sans le lier au projet souverainiste, les répondantes (libérales ou péquistes) réagissaient positivement, distinctement des hommes. Par contre, quand le message devenait carrément partisan, en associant l'émancipation des femmes au mouvement souverainiste, les hommes et femmes ne se distinguaient que fort peu; chacun rejoignant l'alignement partisan. Nous n'avons jamais prétendu que cet effet se retrouvait à l'échelle de la population et qu'il produisait des gains substantiels pour le camp souverainiste. Maurice Pinard vise peut-être davantage l'interprétation faite par Gidengil. Mais peu importe la cible. Pendant quatre pages Maurice Pinard tente donc de démontrer que l'effet est nul: «l'écart entre eux ne semble pas s'être amenuisé au cours de la campagne». La conclusion tombe sur la tête des publicistes comme la lame d'une guillotine: «c'est là, dit-il, un autre exemple de l'inefficacité de la publicité en campagne électorale». Cette acharnement nous semble inquiétant. Une droite de régression tracée à partir des 28 sondages cités (page 315) par Pinard lui-même nous donne une leçon de précaution. Si on inclut les 28 sondages, la pente est positive: d'une manière générale l'écart entre les hommes et les femmes se serait donc accru! Par contre il suffit d'exclure le 28e sondage qui montre une différence exceptionnelle et un niveau d'appui des hommes qui n'a jamais été précédemment enregistré pour que l'on constate que la pente de la droite est alors négative; l'écart entre les hommes et les femmes se serait amenuisé! Voilà donc un bel exemple de précautions méthodologiques qu'il faut prendre.

En bout de ligne, bien que l'ouvrage de Pinard, Bernier et Lemieux ne puisse être considéré comme innovateur, il présente un indiscutable mérite. Noir sur blanc, il apporte la preuve suivante: des chercheurs liés à des groupes politiques opposés, n'ayant pratiquement aucune relation, utilisant des

données souvent différentes, interrogeant les répondants à partir de paradigmes distincts se rejoignent très souvent en bout de piste. Les ressemblances l'emportent sur les différences; et les écarts qu'on peut déceler ne sont que des incitations à perfectionner davantage nos outils de recherche. De part et d'autre... bien sûr! Notre combat aussi demeure inachevé.

Jean-Herman Guay
Université de Sherbrooke

Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, 397 p.

Cet ouvrage fait suite à un colloque tenu à l'Université McGill, à l'automne 1996. Les textes rassemblés peuvent être regroupés en trois catégories, qui traversent les divisions plus ou moins artificielles de l'ouvrage.

Une première catégorie est de l'ordre du témoignage. On peut y inclure les textes plutôt brefs de Madeleine Parent, Gérard Pelletier et Arthur Tremblay, mais aussi les propos plus développés de Guy Lamarche, François-Albert Angers et Michael Oliver. Tous ont connu Duplessis de son vivant, il est pour eux un personnage concret envers lequel ils ont, à l'exception de François-Albert Angers, des sentiments plus négatifs que positifs. Aucun d'entre eux n'attribue le qualificatif de libéral à son discours ou à son action.

Une deuxième catégorie est faite de textes assez différents les uns des autres et pour la plupart instructifs. Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque comparent *Le Devoir* et *The Gazette* face aux gouvernements Duplessis. Ils montrent que les positions éditoriales des deux quotidiens ont été constamment aux antipodes. Jocelyn Létourneau reprend une idée qu'il a abordée ailleurs, à savoir que la Révolution tranquille est une catégorie identitaire du Québec contemporain. Il le fait avec son brio habituel, mais non sans quelques raccourcis discutables. Par exemple, est-ce que le «patronage» était vraiment une catégorie propre à l'avant-garde de la Révolution tranquille (p. 114)? L'historien la retrouve bien avant cette époque, dans le discours des politiciens. Robert Comeau et Jean-François Nadeau ont le mérite de raviver le souvenir de Jacques Perrault, qui fut un personnage marquant des années 1950, dans le milieux intellectuels tout au moins. Jack Jedwab étudie